



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1146

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à Mme Monique Boulestin, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Monique Boulestin. Monsieur le Premier ministre, selon les dernières prévisions du Gouvernement, le pouvoir d'achat des Français devrait encore reculer en 2009. Mais était-il besoin d'interroger Bercy pour en avoir la certitude ? Non, monsieur le Premier ministre. Chaque jour apporte aux Français son lot de violences, de drames, de désespoir, qu'il soit collectif, familial ou individuel.

Inlassablement, le Président de la République répond à la crise par un discours de morale ! Pire, il poursuit obstinément une politique qui a conduit à ces dérives.

Ainsi, depuis près de deux ans, ses décisions successives n'ont été qu'une longue suite d'atteintes au pouvoir d'achat des Français aux revenus modestes : emplois précaires, grille des salaires, franchises médicales, pour ne citer que quelques exemples.

Le seul pouvoir d'achat en augmentation - cela vient d'être rappelé - est celui des grands patrons du CAC 40 (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR*), qui continuent de s'enrichir grâce à des parachutes dorés, ce qui est inacceptable. (*Mêmes mouvements.*)

La " majorité silencieuse ", composée aussi de veufs, de personnes isolées, de retraités - interpellée hier, et c'est un comble, par le Président de la République - attend effectivement des mesures immédiates et, en premier lieu, la suppression du bouclier fiscal ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Quand allez-vous enfin entendre, monsieur le Premier Ministre, la voix de ces millions de Français qui se mobilisent au quotidien pour défendre leur emploi et descendent massivement dans la rue pour garder leur dignité ?

Assez de discours et d'effets d'annonce, monsieur le Premier Ministre. Passons aux actes ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Hervé Novelli, secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme et des services. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Hervé Novelli, *secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme et des services*. Madame la députée Boulestin, vous parlez de discours et vous nous demandez de passer aux actes. C'est exactement ce que nous avons fait. Je voudrais rappeler devant la représentation nationale un certain nombre de mesures annoncées dès le 18 février et qui prendront effet progressivement à compter du mois d'avril. Ce ne sont pas des mesures destinées aux plus riches.

M. Maxime Gremetz. Des parachutes !

M. Hervé Novelli, *secrétaire d'État*. Je veux vous rappeler les actes.

M. Patrick Roy. Supprimez le bouclier fiscal !

M. Hervé Novelli, *secrétaire d'État*. Ainsi, six millions de ménages bénéficieront de la réduction des deux tiers de l'impôt sur le revenu. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Voilà une première décision.

Ensuite, trois millions et demi de ménages modestes recevront une prime de solidarité active de 200 euros au mois d'avril ; un million et demi de ménages modestes recevront des bons d'achat de services à la personne

pour 200 euros ; trois millions de familles bénéficieront d'une prime de 150 euros dès lors qu'elles perçoivent l'allocation de rentrée scolaire. (*Brouhaha sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. Je vous en prie, chers collègues !

M. Hervé Novelli, *secrétaire d'État*. En outre, 240 000 salariés qui n'ont pas acquis de droits au chômage bénéficieront d'une prime de 500 euros dès le 1^{er} avril, dont 85 000 jeunes.

Au total, onze millions de ménages bénéficieront de soutiens d'une manière ou d'une autre. Ce sont les ménages les plus modestes.

Il s'agit de mesures concrètes, bien loin de ce que vous dites. En réalité, j'ai un seul regret, c'est qu'à aucun moment l'opposition n'ait voté ces mesures en faveur du pouvoir d'achat des plus modestes. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*) La majorité, quant à elle, a voté ces mesures que vous avez refusées ! (*Mêmes mouvements.*)

Données clés

Auteur : [Mme Monique Boulestin](#)

Circonscription : Haute-Vienne (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1146

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Commerce, artisanat, petites et moyennes entreprises, tourisme et services

Ministère attributaire : Commerce, artisanat, petites et moyennes entreprises, tourisme et services

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 mars 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 26 mars 2009